



2^{ÈME} RÉUNION DE COCRÉATION SUR LA PARTICIPATION CITOYENNE

#ParlAmericasOPN

Cette réunion de cocréation de ParlAmericas, organisée avec le soutien du Parlement de Trinité-et-Tobago, est le résultat d'échanges ayant eu lieu durant la 2^{ème} Rencontre du Réseau pour un parlement ouvert au Costa Rica et la 1^{ère} Réunion de cocréation en Colombie, au mois de mars et d'avril, respectivement. L'objectif de cette réunion était de continuer à contribuer à l'élaboration d'un kit d'outils regroupant les pratiques et tendances actuelles en matière de participation citoyenne dans le processus législatif, afin de stimuler et d'orienter les débats pour l'élaboration de stratégies traitant ce sujet.

La réunion a débuté avec le discours de bienvenue de l'honorable **Bridgid Annisette-George** (Trinité-et-Tobago), présidente de la Chambre des représentants et membre du Conseil d'administration de ParlAmericas, et a été dirigée par **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas.

THÈME

Participation citoyenne

DATE

7 septembre 2017

LIEU

Port-d'Espagne, Trinité-et-Tobago

PARTICIPANTES ET PARTICIPANTS

24 parlementaires, membres du personnel parlementaire et représentantes et représentants de la société civile



L'honorable
**BRIDGID
ANNISETTE-
GEORGE** (Trinité-et-
Tobago), présidente
de la Chambre des
représentants et
membre du Conseil
d'administration de
ParlAmericas

"Dans les démocraties parlementaires, la population fait confiance au parlement pour promouvoir ses intérêts, et en même temps, la légitimité du parlement dépend du peuple. Par conséquent, la confiance envers le parlement est un ingrédient essentiel pour renforcer et approfondir nos démocraties. Des citoyennes et citoyens du monde entier demandent l'opportunité d'exercer leur droit démocratique de participer aux décisions publiques qui les concernent, au-delà de l'élection de représentantes et représentants parlementaires... Aujourd'hui, nous aurons l'occasion de revoir ce que nous avons accompli jusqu'ici [dans la création d'un kit d'outils sur la participation citoyenne], mais avant tout d'avancer et d'identifier des mesures à adopter pour relever les défis et atténuer les risques."

Éduquer la population et promouvoir la participation

Les attentes du peuple envers les législatures et les parlementaires dépassent souvent leurs fonctions et capacités, ce qui peut altérer l'efficacité des processus de participation citoyenne. Afin de contribuer à relever ce défi, les parlements et parlementaires peuvent faire des efforts pour apprendre à la population quels sont leurs rôles, leurs fonctions, leurs accomplissements et leur impact sur la vie quotidienne du peuple. Ces aspects établissent les bases d'une participation citoyenne effective. Pour poursuivre cette voie, les parlements comme

les parlementaires peuvent également faire des efforts pour sensibiliser la population sur ses opportunités de participation et l'encourager à participer aux processus législatifs. Lors de cette session, les parlementaires et représentantes et représentants de la société civile ont partagé des initiatives mises en place actuellement pour éduquer la population et promouvoir sa participation dans le travail parlementaire.

CARO LOUTFI, directrice générale de l'Apathie c'est plate au Canada, a parlé de la nécessité de reconnaître que des personnes aux intérêts divergents sont souvent regroupées, ce qui réduit l'efficacité des stratégies de diffusion. De plus, elle a expliqué les avantages qu'il y a à évaluer de plus près les motivations et intérêts du groupe visé au sein d'une circonscription afin de mieux adapter les stratégies de participation et d'atteindre ces « sous-groupes » plus efficacement. Par exemple, la recherche de l'Apathie c'est plate a identifié six sous-groupes de jeunes canadiens en fonction de leur motivation à participer à la politique:



Les **Lone Wolves** (16 %) sont les moins établis et ne s'impliquent pas dans leur communauté.



Les **Engaged Idealists** (17 %) constituent le groupe le plus connecté socialement et le plus désireux de contribuer à la société.



Les **Critical Counterculturists** (4 %) remettent en cause le *status quo* et l'autorité.



Les **New Traditionalists** (11 %) considèrent les valeurs traditionnelles et la religion comme des orientations



Les **Diverse Strivers** (20 %) se concentrent sur leur évolution professionnelle, mais participent également activement dans leur communauté.



Les **Bros & Brittanys** (32 %) sont les plus nombreux parmi la génération du millénaire et se concentrent sur la stabilité économique et le fait de profiter de la vie. Ils ne participent pas à la vie de leur communauté et ne votent pas non plus.



La professeure **ROSALEA HAMILTON**, membre du Conseil d'administration de *National Integrity Action* en Jamaïque, a partagé les initiatives portées par son organisation pour promouvoir la participation citoyenne dans le processus législatif :

- ⇒ Des **réunions locales** pour sensibiliser le public et une **pétition** exigeant l'adoption de mesures concernant la réforme de la gouvernance locale
- ⇒ Des **ateliers de formation** sur la responsabilité civile et des activités de promotion traduisant des questions législatives en impacts quotidiens sur la population, et des outils nécessaires pour prôner le changement
- ⇒ Des **clubs d'intégrité** dans les établissements d'enseignement secondaire et un **programme d'ambassadrices et ambassadeurs de la jeunesse** pour promouvoir la *leadership* politique et entraîner la participation des jeunes dans leur communauté
- ⇒ **Activités concernant le budget participatif** à travers l'*Institute of Law and Economics*, une ONG ayant rédigé le [Guide et budget citoyen de Jamaïque](#) (lien disponible en anglais), qui aide à lire le budget national et à comprendre en quoi consistent les dépenses locales



La sénatrice **MAURICIA THOMAS-FRANCIS** (Sainte-Lucie) a présenté l'initiative de son parlement en ce qui concerne la participation publique et la sensibilisation au travail parlementaire, qui comprend les activités suivantes :

- ⇒ Parlement annuel de la jeunesse
- ⇒ Assistance d'élèves du secondaire aux sessions parlementaires
- ⇒ Présentation de la constitution et du règlement du Parlement pendant le « Mois annuel de la lecture »
- ⇒ Concours d'essais et de débats
- ⇒ Programme « Adopte une école »
- ⇒ Marchez avec votre parlementaire
- ⇒ Prix (remis par roulement) pour la chanson promouvant la démocratie de la manière la plus adaptée et éloquente
- ⇒ Programme de diffusion, dont une tournée des établissements d'enseignement secondaire

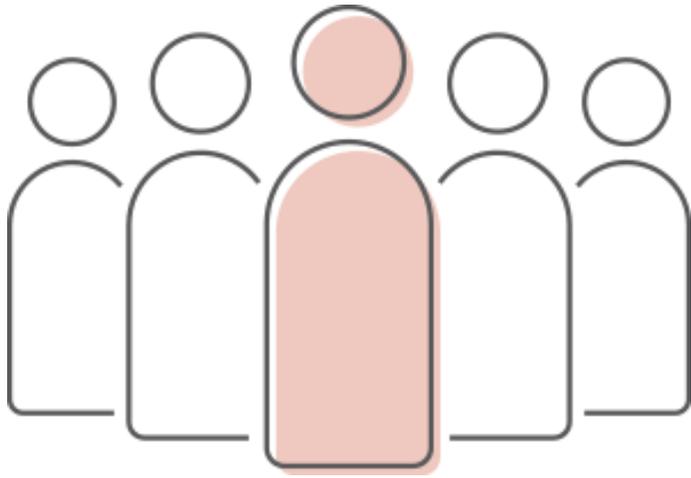


JASON ELCOCK, directeur de la communication institutionnelle du Parlement de Trinité-et-Tobago, a partagé les outils utilisés par le parlement pour éduquer la population et pour promouvoir sa participation dans le processus législatif :

- ⇒ Fiches d'information
- ⇒ Bandes dessinées et activités pour les enfants
- ⇒ ParlNews, un éditorial hebdomadaire dans le journal - interrompu
- ⇒ ParlBuzz, un magazine interne trimestriel numérique
- ⇒ Cross Talk, un magazine trimestriel destiné aux entreprises
- ⇒ Visites guidées de la Chambre
- ⇒ Semaine ouverte annuelle
- ⇒ Chaîne de télévision parlementaire
- ⇒ Production interne de vidéos
- ⇒ Activités de diffusion dans les écoles
- ⇒ Activités de diffusion au public dans une caravane du Parlement
- ⇒ Réseaux sociaux :
 - ◇ Facebook : /tpparliament /ttyouthparliament
 - ◇ Twitter : @tpparliament
 - ◇ Instagram : /tpparliament1
 - ◇ YouTube : /tpparliament /parlview
 - ◇ Google+ /+tpparliament

Pour de plus amples renseignements sur le RPO, veuillez svp communiquer avec le Programme pour un parlement ouvert à ParlAmericas: parlamericasopn@parlamericas.org

Opportunités pour la participation citoyenne



Dans la majorité des cas, les opportunités de la population pour participer au processus législatif sont des pétitions contribuant à établir l'agenda du parlement, ou la participation de témoins à des réunions de commission pour contribuer aux études menées, à l'élaboration de contenus ou à la révision d'un projet de loi, et se manifestent à travers la relation du peuple avec son représentant. Bien que les mécanismes présentiels (interactions en personne) prédominent dans les Caraïbes pour la

participation citoyenne, la multiplication d'outils numériques et de réseaux sociaux offre également de nouvelles opportunités ou manières d'obtenir la participation du public, en plus des pratiques traditionnelles existant déjà. Lors de cette session, les parlementaires et représentantes et représentants de la société civile ont partagé des initiatives mises en place actuellement pour permettre la participation citoyenne dans le processus législatif.



SHARDA GANGA, directrice de *Projekta* au Suriname, a parlé de la participation citoyenne dans le contrôle des politiques publiques à travers son « Initiative citoyenne pour la participation et une bonne gouvernance ». Un processus participatif a été créé, composé de plusieurs parties prenantes, pour contrôler la mise en œuvre des différentes promesses afin de déterminer leurs résultats et impact.





LEMARQUE CAMPBELL, président de *Citizens for a Better Bahamas*, a présenté une initiative portée par la société civile, impliquant la collaboration avec le gouvernement afin de permettre à la population de contribuer et d'améliorer le projet de loi sur la liberté de l'information avant qu'il ne soit débattu au parlement.

- ⇒ Une coalition a été créée avec des spécialistes et des organisations de la société civile, dont des spécialistes en sciences sociales et des activistes de la communauté, pour réviser le projet de loi et préparer une liste de 20 recommandations.
- ⇒ Une campagne de sensibilisation a été menée pour parler dans les médias du projet et de son impact sur la vie quotidienne de la population, afin de lui permettre de s'identifier dans ce projet.
- ⇒ Une série de réunions locales ont eu lieu avec plus de 200 participantes et participants (suite à la campagne de sensibilisation) où la société civile et le gouvernement se sont réunis pour débattre des recommandations pour améliorer le projet de loi avec la population, et 30 recommandations supplémentaires ont été ajoutées.
- ⇒ Les recommandations ont été remises au Ministre de l'éducation et ont été prises en compte par le cabinet.



Le sénateur **ANDRE WORRELL** (Barbade) a expliqué les mécanismes dont dispose actuellement son parlement et qui permettent à la population de participer au processus législatif :

- ⇒ Assistance aux séances plénières
- ⇒ Transmission en direct via Internet et la radio des sessions parlementaires
- ⇒ Forum pilote sur le site web, où le public peut faire des observations au sujet du projet de loi sur la prévention de la corruption
- ⇒ Programmes radio dans lesquels le public appelle pour faire des commentaires et les parlementaires écoutent attentivement
- ⇒ Réunions locales mensuelles des différentes filiales des partis politiques dans les circonscriptions
- ⇒ Réunions locales organisées par les parlementaires pour les citoyennes et citoyens de leurs circonscriptions
- ⇒ Réunions de parties prenantes et groupes d'intérêts organisées par le gouvernement pour rédiger la législation
- ⇒ Réunions locales organisées par le gouvernement pour recevoir un éventail plus large de contributions aux projets de loi
- ⇒ Parlement jeunesse, comprenant des ateliers et des activités de formation

Durant le moment de questions-réponses qui a suivi ces présentations, les participantes et participants ont identifié que les bureaux locaux sont des espaces importants pour le rapport avec la population. Aussi, ils ont discuté des défis liés à l'affectation de ressources, aux communes éloignées et à l'adhésion aux partisanisme. Ils ont également parlé de stratégies pour relever certains de ces défis, comme le concept de bureaux locaux « temporaires » et l'exemple des bureaux politiquement neutres dépendants du Parlement de Trinité-et-Tobago, afin de promouvoir des bureaux locaux dans les circonscriptions servant d'extension du parlement et non à un parti politique. Ils ont convenu que le kit d'outils pour la participation citoyenne devait tenir compte de manière plus précise de l'utilisation de ces bureaux comme moyen pour la participation citoyenne.

Réduire les obstacles à la participation citoyenne

Les participantes et participants ont reconnu que la mise en place d'opportunités pour une participation citoyenne effective au sein du processus législatif implique des risques et des défis. Au cours de la

dernière session, ils ont travaillé ensemble afin d'identifier des solutions possibles aux obstacles les plus courants détectés lors de la 1^{ère} réunion de cocréation.

MOTIVER LE DÉSIR DE PARTICIPER

- ⇒ Activités pour atteindre la population
- ⇒ Démonstration claire que la contribution citoyenne est importante et qu'elle influe sur le résultat
- ⇒ Présentation d'informations de telle sorte qu'elles soient pertinentes et utiles aux citoyennes et citoyens; et utilisation d'un langage simple traduisant des termes législatifs
- ⇒ Système éducatif solide promouvant une population active et un comportement civique
- ⇒ Intégration de pratiques de participation citoyenne dans le règlement du parlement

PROMOUVOIR UN DIALOGUE CONSTRUCTIF AVEC LA SOCIÉTÉ CIVILE

- ⇒ Registre d'organisations de la société civile, obligatoirement indépendantes et politiquement neutres
- ⇒ Soutien budgétaire aux organisations de la société civile remplissant les critères du registre
- ⇒ Témoignages réalisés par les organisations de la société civile devant les commissions parlementaires concernant leurs domaines d'expertise
- ⇒ Ateliers pour les parlementaires préparés par des organisations de la société civile sur leurs domaines d'expertise
- ⇒ Processus invitant à poser des questions à la société civile, traitées au parlement

GARANTIR L'ÉGALITÉ, L'ACCESSIBILITÉ ET L'INCLUSION DANS LA PARTICIPATION

- ⇒ Représentation des voix marginalisées à travers le sénat, en particulier dans les systèmes parlementaires où les membres n'ont pas besoin de faire campagne pour obtenir une majorité de votes et conserver leur poste au sénat, de sorte que davantage de temps puisse être consacré à des groupes marginalisés et au respect de tous les droits
- ⇒ Identification de canaux de participation adaptés aux différents groupes d'intérêt
- ⇒ Respect de la charte internationale des droits et libertés
- ⇒ Inclusion de la société civile et de la population dans la création d'une stratégie pour la participation citoyenne afin d'obtenir un équilibre, en reconnaissant que l'organisation réalisant la convocation a le pouvoir

CONCILIER LES DIFFÉRENTS INTÉRÊTS

- ⇒ Reconnaissance, ouverture et honnêteté sur les intérêts en conflit, permettant une analyse exhaustive de tous les arguments
- ⇒ L'éducation de la population concernant les arguments présentés étant contraires à la ligne du parti peut jouer contre les parlementaires face à l'opinion publique
- ⇒ Adoption de mesures garantissant un certain niveau d'anonymat aux citoyennes et aux citoyens craignant les répercussions pouvant survenir suite à leur participation, par exemple des votes à bulletins secrets ou des outils numériques

Prochaines étapes

Du 25 septembre au 8 octobre 2017

Processus de consultation et validation en ligne



Du 8 au 18 octobre 2017

Mise à jour du document de travail et révision finale par le Comité exécutif du RPO



Du 19 octobre au 15 novembre de 2017

Élaboration de la publication du kit d'outils



21-22 novembre de 2017

Lancement du kit d'outils durant la [Rencontre régionale d'Amérique du Partenariat pour un gouvernement ouvert \(lien disponible en anglais et espagnol\)](#) à Buenos Aires, en Argentine

PARLEMENTS PRÉSENTS



BARBADE



BELIZE



GRENADE



GUYANE



JAMAÏQUE



SAINTE-LUCIE



SAINT-VINCENT-ET-
LES-GRENADINES



SURINAME



TRINITÉ-ET-TOBAGO

ORGANISATIONS PARTICIPANTES



Cette rencontre a été rendue possible grâce au soutien généreux du Parlement de Trinité-et-Tobago, et du gouvernement du Canada agissant par l'entremise d'Affaires mondiales Canada (AMC)



PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas est composé des **ASSEMBLÉES LÉGISLATIVES** des États membres de l'OEA de l'Amérique du Nord, Centre et Sud, et Caraïbes



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas intègre **L'ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Sécretariat international de ParlAmericas
710—150 rue Wellington, Ottawa, Ontario, K1P 5A4 Canada
Téléphone: +1 (613) 594-5222 | Fax: +1 (613) 594-4766
www.parlAmericas.org | info@parlAmericas.org

